



Cela fait maintenant cinq jours, depuis le lundi 3 mai 2021, que les élèves du lycée Jacques-Brel de La Courneuve (93120) répondent à l'appel de diverses organisations lycéennes et s'inscrivent dans le mouvement en cours pour réclamer l'annulation des épreuves anticipées de français, ainsi que de l'épreuve terminale de philosophie et du Grand oral. Alors qu'ils et elles doivent faire face depuis presque deux ans à une violence inédite de la part de l'institution sur l'ensemble de la communauté scolaire, ainsi qu'à une crise sanitaire et économique qui touche de plein fouet le département de la Seine-Saint-Denis, les élèves, dans le calme, mais avec une détermination sans faille, alternent blocages et piquets de grève, massivement suivis, pour ramener le ministre à la raison et au souci de l'intérêt de toutes et tous.

Rappelons que, dès la fin du premier confinement, les organisations syndicales enseignantes avaient demandé au ministre des aménagements de programmes qui tiennent compte de l'échec de l'enseignement à distance pendant le confinement et qui anticipent le retour éventuel de l'épidémie pour l'année scolaire 2020-2021. Lors des confinements suivants, le ministre, en niant l'existence de contaminations dans les établissements scolaires, en renvoyant toutes les décisions sanitaires au local, et en refusant de proposer un cadrage national pour le fonctionnement des établissements scolaires, a rendu impossible une préparation correcte des élèves aux différentes épreuves du baccalauréat.

À cette gestion catastrophique de l'urgence sanitaire, s'ajoute une politique mortifère de destruction du service public d'éducation conduisant à un manque critique de personnel enseignant, ayant pour conséquence une multitude de postes non pourvus et de collègues non remplacés, parfois pendant des mois. Ainsi, au lycée Jacques-Brel, cinq enseignant-es n'ont pas été nommé-es ou remplacés privant dix-neuf classes de français, philosophie, mathématiques, SNT, HLP et latin pendant plusieurs semaines, voire mois.

Le ministre Jean-Michel Blanquer a de fait créé une situation insupportable et inacceptable de rupture d'égalité entre les différents territoires qui explique la colère légitime des élèves face au maintien d'épreuves terminales qui n'ont pu être préparées sereinement.

C'est pourquoi les sections locales syndicales SNES-FSU, SUD éducation, CGT Educ'action, ainsi que la FCPE soutiennent la mobilisation des élèves et portent les mêmes revendications.

Nous exigeons :

- l'annulation immédiate des épreuves anticipées de français, des épreuves terminales de philosophie et du Grand oral prévues en juin 2021;
- une concertation avant l'été 2021 afin d'aménager les programmes et les épreuves du baccalauréat 2022 pour prendre en compte les ruptures de la continuité pédagogique.

La carte actuelle de la mobilisation lycéenne est symptomatique des profondes inégalités provoquées par la politique du ministre. Les personnels d'enseignement et d'éducation, les parents et les élèves ne sont pas dupes : les annonces de mercredi ne sont que des mesures cosmétiques, des effets d'annonces, qui ne répondent en rien aux inquiétudes de la communauté scolaire.